

La junte va connaître des jours difficiles

Par Jean Michel Sylvain

Le pouvoir militaro-putschiste vit ses dernières heures de gloire. C'est le message lancé sur les réseaux sociaux par un membre de la diaspora depuis le parvis des droits de l'homme, place du Trocadéro, à Paris, où s'exprimait Jean Ping, en « visite de travail en France ». C'est sans doute un message très optimiste et militant pour les analystes, mais qui indique clairement que les jours à venir vont être très pénibles pour la junte. Plus isolée que jamais. Ceux qui, à l'international, avaient cru bon de « prendre acte » de la nomination de BOA par sa belle-mère, Marie-Madeleine Mborantsuo, comme président du Gabon, seraient en train de faire un rétro-pédalage.

L'Organisation des Nations unies (Onu) d'abord. C'est sur l'insistance de cette institution que le chef de la junte militaro-putschiste a laissé Jean Ping sortir du Gabon pour une mission en France et aux Etats Unis. C'est dire que l'argument de « souveraineté » servi à l'Onu, tout comme au reste de la communauté internationale, a vécu. BOA a dû s'exécuter, à contrecœur on s'en doute, pour éviter que l'ire de cette organisation, jusqu'à présent feutrée, ne soit révélée au grand public. Selon nos sources, cette attitude nouvelle de l'Onu est liée au rapport très détaillé que vient de lui adresser le représentant spécial du secrétaire général, le Sénégalais Abdoulaye Bathily,



Avant de quitter son poste définitivement, le diplomate a transmis aux principaux chefs d'Etat de cette organisation, notamment les membres du Conseil de sécurité, les vrais résultats du scrutin présidentiel d'août dernier. Le représentant spécial aurait clairement indiqué que le vainqueur de l'élection est Jean Ping, avec près de 60% des suffrages contre 38% pour BOA. Ce rapport met l'Onu, à l'évidence, dans l'obligation d'appliquer la jurisprudence ivoirienne. C'est lorsque son représentant en Côte d'Ivoire, le Coréen Choi Young-Jin, avait clairement indiqué qu'Allassane Ouattara avait gagné que les puissances du monde entier avaient reconnu la légitimité du pouvoir de ce dernier. Conduisant ainsi Laurent Gbagbo à la chute. C'est sans doute pour ne pas enclencher cet outil dès maintenant que BOA, la mort dans l'âme, s'est résolu à exécuter la demande de l'Onu. Surtout que la présence de Jean Ping en

France et aux Etats Unis, à ce stade de la contestation de son hold-up électoral, était désastreuse pour l'image de BOA. L'opinion internationale retiendra que Jean Ping va à la rencontre de plusieurs démocraties, parler du Gabon. Il l'a fait devant l'opinion mondiale sur le parvis des droits de l'homme, il s'appête à le faire le 3 novembre prochain aux Etats-Unis, selon l'analyste Mays Mouissi, « au cours d'une réunion consacrée au Gabon », assure-t-il sur son compte twitter. Faisant implicitement de lui le représentant légitime de cet Etat. Contrastant avec BOA, reclus dans sa « tanière » du palais du bord de mer, renvoyant à cette même opinion internationale l'image d'un candidat battu à une élection, qui cherche à se ressourcer parmi les siens, avant de se « relever ». Un schéma demeure classique pour toute personne battue lors d'un scrutin démocratique.

Cette nouvelle attitude de l'Onu s'inscrit parfaitement dans la logique de l'administration Obama. Le président américain a mis, sans trop le crier, les officiels gabonais sous embargo. Pour l'heure, l'ambassade des Etats-Unis au Gabon ne le confirme pas formellement. Mais plusieurs faits concourent à démontrer qu'il en est ainsi désormais. Marie-Madeleine Mborantsuo, sans doute tourmentée par sa conscience, avait voulu prendre « un long repos » aux Etats-Unis d'Amérique. Le visa long séjour en version VIP lui a été refusé. D'ordinaire, un

tel service lui était rendu promptement. La semaine dernière, il était question que cette dernière obtienne un visa ordinaire. Mathias Otounga Ossibadjou s'étant mis de la partie, au nom des relations « amicales » qu'il croit avoir développées avec l'ambassadrice des Etats-Unis au Gabon, Mme Akuetteh. Cette version ordinaire lui aurait-elle aussi été refusée ? Personne ne sait, car, aux dernières nouvelles, Mborantsuo a finalement mis le cap sur Rabat, au Maroc. Dans ce repli américain depuis la prise du pouvoir par la junte, il faut également signaler la suppression des financements de la Fondation US Fish au profit de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN). Occasionnant déjà deux mois d'arriérés de salaires de ses agents. Tout comme la suspension de la collaboration de l'université d'Oregon avec le Gabon. Ce sont autant d'indicateurs,

côté américain, qui montrent que le pire pour la junte est à venir. Surtout qu'avec la victoire probable d'Hillary Clinton, une personnalité qui a beaucoup travaillé avec de Jean Ping, selon ses proches, les moyens de pression sur BOA vont devenir plus importants. Une victoire de Donald Trump serait une catastrophe pour BOA. Le candidat républicain a publiquement déclaré son intention, s'il est élu, de « chasser les dictateurs de toute l'Afrique ».

Enfin la France. Elle semble, plus que jamais, décidée à jouer le jeu de l'Europe dans l'épilogue de cette crise. Elle vient de laisser Jean Ping organiser en plein cœur de Paris un meeting pour affirmer sa revendication, malgré l'état d'urgence en vigueur dans ce pays. Si BOA était en odeur de sainteté avec Paris, le gouvernement français aurait pu prendre prétexte de cela pour empêcher Jean Ping de

s'exprimer. Mieux, son Premier ministre, Manuel Valls, a retiré, au dernier moment, l'étape du Gabon prévue pourtant dans sa dernière tournée africaine. Surtout que BOA lui avait rendu visite à Matignon après sa prise de fonction. Les usages diplomatiques auraient voulu que le chef du gouvernement français rende la politesse à BOA. Dans un tel contexte, l'annulation de la présence du responsable de la junte chargé de la Communication, Alain Claude Bilié by Nzé, aux « journées du développement de l'économie numérique » en France, la semaine dernière, à travers un tweet assassin du secrétaire d'Etat français au Numérique, Axelle Lemaire, devient presque anecdotique.

Plus que jamais, BOA voit tous ses derniers soutiens internationaux s'éroder autour de lui. Il va au-devant des heures difficiles. « C'est le temps ! », comme dit Patience Dabany.

Visite de Paul Kagame au Gabon Le chiffon rouge d'Ali Bongo



nauté. L'Italienne Federica Mogherini est intransigente : Ali Bongo a perdu les élections le 27 août 2016. Elle ne cesse de recevoir des soutiens dans la perspective des sanctions au chef de la junte gabonaise en cas de refus d'abdiquer.

Et puis, la France est déjà habituée au chantage d'Ali Bongo. L'anglais n'est jamais devenu la deuxième langue officielle du Gabon. Au contraire